

Si la députée est vraiment sérieuse—et je n'en doute pas—quand elle demande au gouvernement de régler la question autochtone, elle va nous aider à régler ces problèmes les uns après les autres dans le cadre d'un processus basé sur la quatre piliers annoncés par le premier ministre. C'est ce que nous faisons.

* * *

LES FAILLITES

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

La situation empire. Le taux de faillite a augmenté de 68 p. 100. Nos exportations nationales ont diminué de 353 millions de dollars. Des milliers de Canadiens de toutes les régions du pays ont vu leurs rêves s'évanouir, et la reprise économique axée sur les exportations sur laquelle misait le gouvernement risque de ne pas se concrétiser.

La valeur du dollar canadien continue de grimper par rapport aux autres devises. Le gouvernement admettra-t-il qu'il accule des milliers de Canadiens à la faillite, réduit nos exportations et menace sérieusement l'unité nationale de notre pays?

L'hon. John McDerimid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, personne n'est content du nombre de faillites.

Bien que les nouvelles ne soient pas réjouissantes, certains signes laissent croire que le taux de faillite a considérablement diminué. Par conséquent, nous pensons que l'économie est en train de se redresser.

Je rappellerai au député que 132 613 nouvelles entreprises ont été constituées en sociétés au Canada entre février 1990 et février 1991, c'est donc dire que de nouvelles entreprises sont mises sur pied. Il faut placer tous ces éléments dans leur contexte.

L'économie continue de tourner et de nouvelles entreprises voient le jour. Les statistiques diffusées aujourd'hui ne nous réjouissent pas, mais nous y décelons certains signes qui semblent indiquer une baisse des faillites et une nette amélioration de la situation économique.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, en réalité, 430 000 emplois permanents ont disparu l'an dernier au Canada. Si c'est ce qu'ils appellent de la prospérité, nous n'en voulons pas au pays.

[Français]

Ma question supplémentaire, monsieur le Président, est celle-ci: Au mois de novembre dernier, le ministre des Consommateurs et des Sociétés a promis une nouvelle loi

Questions orales

sur les faillites afin de protéger les travailleurs et les travailleuses. Tout ce que nous avons vu jusqu'à présent, c'est une augmentation des faillites à chaque mois. Le gouvernement n'a rien fait. Pourquoi? Pourquoi n'a-t-il pas aidé les gens durant cette terrible récession?

L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, tel qu'il a été mentionné au préalable, tel que je l'ai dit moi-même à plusieurs reprises, le gouvernement achève présentement le plan pour la réforme de la Loi des faillites. Et dès que tout sera en place, nous l'annoncerons avec les mesures concrètes qui vont s'appliquer et je suis persuadé, considérant le travail que nous y avons mis, que l'ensemble de la population sera satisfaite de ce que nous mettrons sur la table.

* * *

[Traduction]

LES OBLIGATIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, c'est au premier ministre que je m'adresse. J'espère obtenir toute son attention.

À mon avis, nous ne devrions pas perdre de vue que la plupart des pays industrialisés ne versent aucune rémunération aux courtiers chargés de vendre les obligations du gouvernement.

Le premier ministre pourrait-il nous expliquer comment son gouvernement peut s'arroger le droit de priver les enfants d'argent alors qu'il verse entre 20 et 60 millions de dollars aux courtiers de Bay Street chargés de vendre les obligations du Canada?

• (1430)

L'hon. John McDerimid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, on procède ainsi depuis des décennies. Le député le sait pertinemment. Comme d'habitude, il cherche à jeter de la poudre aux yeux.

* * *

[Français]

L'EMPLOI

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. En l'espace de 24 heures, nous avons appris que 1 800 employés ont perdu leur emploi à la General Motors de Sainte-Thérèse; 125 emplois ont été perdus à la compagnie Emballages Sommerville à Longueuil et 90 emplois